



# Fédération **Autonome** de la Fonction Publique

## Le Gouvernement reconnaît le problème mais refuse toujours d'y répondre

La réponse adressée à l'intersyndicale Fonction publique confirme ce que la **FA-FP** dénonce depuis des années : le tassement des grilles indiciaires est bien une réalité. Le ministre reconnaît lui-même les difficultés de carrière, l'écrasement des rémunérations et le caractère imparfait des dispositifs actuellement mis en œuvre.

Pour autant, aucune mesure salariale concrète n'est annoncée. La Fonction Publique s'effondre et le gouvernement regarde ailleurs.

Aucune revalorisation du point d'indice, pourtant bloqué depuis trois ans. Aucune reconstruction des grilles. Aucune réponse aux revendications portant sur la GIPA, le jour de carence ou le maintien de la rémunération en congé maladie.

Le Gouvernement se contente une nouvelle fois de recourir à l'indemnité différentielle pour maintenir artificiellement certains agents au niveau du SMIC. Or cette indemnité ne constitue pas une revalorisation salariale : elle ne valorise ni les qualifications, ni l'expérience, ni les responsabilités exercées. Elle ne règle rien et ne fait que masquer l'effondrement progressif des grilles indiciaires.

Plus préoccupant encore, la réponse ministérielle s'appuie sur le poids des primes et indemnités pour relativiser la situation. Pourtant, le régime indemnitaire reste un complément de rémunération. Il ne saurait se substituer au traitement indiciaire qui demeure le fondement de la carrière et des droits à retraite des fonctionnaires. Remplacer progressivement le salaire statutaire par des primes revient à fragiliser durablement les pensions futures des agents.

La hausse du SMIC met également en lumière un phénomène inédit : la disparition progressive de la catégorie C en tant que véritable espace de progression professionnelle. Lorsque plusieurs échelons, voire plusieurs grades, sont rémunérés au même niveau réel, l'ancienneté, l'expérience et les concours perdent leur traduction salariale. Le phénomène touche désormais également la catégorie B.

Sous couvert de protéger les agents du passage sous le SMIC, le Gouvernement organise en réalité une forme de « smicardisation » de la Fonction publique qui remet en cause la logique même des carrières statutaires.

La **FA-FP** exige des mesures d'urgence immédiates. Les agents publics n'attendent pas des mesures correctrices temporaires. Ils attendent une véritable reconnaissance salariale fondée sur la revalorisation du point d'indice, son indexation, la reconstruction des grilles et la reconnaissance de leurs qualifications et de leur engagement au service public.

Contact presse : Pascal KESSLER - Président de la **FA-FP** - Tel : 06.81.01.38.51

